

ALLEMAGNE

ALLEMAGNE

Population :	82,5 millions
Nombre de syndiqués :	8,9 millions
Taux de syndicalisation :	22 % à 28 %

Même s'il y a 8,9 millions de syndiqués en Allemagne, 20 % d'entre eux sont retraités. D'où un taux de syndicalisation se situant suivant les études entre 22 % et 28,7 %.

Ce taux de syndicalisation relativement faible n'a cessé de baisser depuis 15 ans. Il était en effet de 40,6 % en 1991 et de 35 % en 1995.

DES DISPARITES IMPORTANTES EXISTENT

Le taux de syndicalisation est plus forte parmi les travailleurs manuels des usines, ainsi que dans les services publics. Il serait par exemple supérieur à 80 % dans la métallurgie, et beaucoup plus faible dans les PME et dans les services appartenant au secteur privé. Au sein du DGB, les fonctionnaires représentent 64 % des syndiqués, les ouvriers 39 % et les employés 19 %,

En ce qui concerne le DGB, le taux de syndicalisation est supérieur à 40 % à Brême et dans la Sarre, contre 18 % en Bavière.

Les syndicats disposent d'importantes caisses de grève permettant de compenser en grande partie les pertes de revenus liées aux grèves. Réservée aux membres du syndicat, l'indemnité est calculée en fonction notamment de l'ancienneté d'affiliation et du montant de la cotisation versée.

Par ailleurs, pour infléchir la baisse de la syndicalisation, les syndicats ont développé, au cours des 15 dernières années, toute une gamme de services aux adhérents.

L'HEGEMONIE DE LA CONFEDERATION DGB

- Le DGB est la principale confédération avec 7,4 millions de membres, soit 83 % des syndiqués allemands. Ses effectifs ont baissé de 37,2 % entre 1990 et 2003, et cela malgré l'intégration des 460 000 membres du syndicat autonome DAG lors de la création de Ver.di. Le DGB syndique toutes les catégories de salariés.

- Le DBB est seul concurrent notable du DGB avec 1,2 million de membres, soit 13,5 % des syndiqués allemands. Ses effectifs ont augmenté de 16% depuis 1990. Le DBB est présent dans le secteur public

- La CGB, une confédération chrétienne, compte autour de 300 000 membres, soit 3 % du nombre total de syndiqués.

- On trouve également des petits syndicats représentant une catégorie particulière de salariés comme par exemple les pilotes d'avions, les médecins, les employés de banque, les journalistes, etc. A contre-courant du processus de concentration, ce type de syndicat se multiplie.

ALLEMAGNE

LES RELATIONS ENTRE SYNDICATS ET PARTIS

Historiquement lié au SPD (parti socialiste), le DGB insiste aujourd'hui beaucoup sur son absence de lien formel avec tout parti. Il met en avant qu'au moins un membre de son exécutif national est membre du CDU, le parti chrétien-démocrate. Il y a également quelques membres de la CDU parmi les dirigeants des différents syndicats. Il n'en reste pas moins que le positionnement général des syndicats, et de la plupart de leurs responsables, est proche du SPD, même si certains dirigeants importants soutiennent les Verts.

La DBB affirme également être indépendant de tout parti politique, et accuse le DGB d'être trop proche du SPD.

La CGB continue par contre à se référer explicitement aux valeurs chrétiennes.

LA STRUCTURATION DES CONFEDERATIONS

Les syndicats du DGB sont historiquement organisés par branche d'industrie. La structuration mise en place après 1945, lors de la création du DGB, est restée largement inchangée pendant de nombreuses années. Depuis le début des années 1990, cependant, un nombre important de fusions ont eu lieu qui ont modifié profondément le paysage.

- Ver.di est maintenant le syndicat le plus important avec 2,6 millions de membres. Ver.di a été créé en mars 2001 par la fusion de 5 syndicats comprenant une partie des transports et des services publics, le commerce et les services financiers, la poste et les télécommunications, le secteur des activités graphiques et de communication, ainsi qu'une structure concernant les employés, le DAG, qui ne faisait pas auparavant partie du DGB. Ver.di cherche désormais à syndiquer à la fois les travailleurs du privé et ceux du public.

- IG Metall, le syndicat des métallos, a été pendant des décennies le syndicat allemand le plus important. Il est maintenant à la deuxième place avec 2,5 millions de membres. Il a pris en 1997 le contrôle du syndicat du textile, et en 1999 celui du syndicat du bois et des matières plastiques.

- IGBCE arrive en troisième position avec 834 000 membres. Il concerne les salariés de la chimie et de l'énergie, dont les syndicats ont fusionné en 1997.

- Ces trois syndicats sont très puissants, et ont certainement davantage de ressources que le DGB lui-même. Les fusions récentes ont également amélioré le rapport des forces en leur faveur : il n'y a en effet plus que 8 syndicats nationaux dans le DGB, et les 3 premiers regroupent 81 % du nombre total d'adhérents du DGB.

A eux deux, Ver.di et IG Metall regroupent plus de 57 % des syndiqués allemands.

Le DBB est composé de 38 syndicats, chacun d'entre eux couvrant une partie donnée du secteur public et les entreprises publiques ayant été privatisées. Dans ces secteurs, 59 % des salariés sont affiliés au DBB, contre 38 % au DGB.

De par leur statut, un certain nombre des adhérents du DBB ne peuvent pas participer aux grèves. Leur rémunération et leurs droits ne sont pas négociés.

Un tiers des adhérents du DBB sont par contre régis par le droit commun, et le DBB négocie en leur nom la convention collective dont ils dépendent.

ALLEMAGNE

LES 8 FEDERATIONS DU DGB

Ver.di - Vereinte Dienstleistungsgewerkschaft

Fédération unifiée des services

<http://www.verdi.de>

35,5 % des effectifs du DGB

Le président de Ver.di, Bsirske, appartient au parti des verts allemands (Grünen)

IG Metall

Fédération de la métallurgie

<http://www.igmetall.de>

34,5 % des effectifs du DGB

IG Bergbau, Chemie, Energie

Fédération des mines, de la chimie et des énergies

<http://www.igbce.de>

10,9 % des effectifs du DGB

IG Bauen-Agrar-Umwelt

Fédération de la construction, de l'agriculture et de l'environnement

<http://www.igbau.de>

6,3 % des effectifs du DGB

Transnet

Syndicat des cheminots allemand

<http://www.transnet.org>

3,8 % des effectifs du DGB

Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft

Fédération de l'éducation et la recherche

<http://www.gew.de>

3,5 % des effectifs du DGB

Gewerkschaft Nahrung-Genuss-Gaststätten

Fédération de l'alimentation et de l'hôtellerie

<http://www.ngg.net>

3,2 % des effectifs du DGB

Gewerkschaft der Polizei

Fédération de la police

<http://www.gdp.de>

2,5 % des effectifs du DGB

BIBLIOGRAPHIE :

Labour research department : Worker representation in Europe (may 2004) www.lrd.org.uk

IGAS : Le financement des syndicats, étude d'administration comparée, le cas de l'Allemagne (septembre 2004)

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/044000588/index.shtml>

IRES : Nombreux articles en ligne sur www.ires-fr.org/files/ires/IRES.htm

<http://www.dgb.de/sprachen/franzoesisch/kontakte.htm>

http://www.verdi.de/0x0ac80f2b_0x00d628ae

ALLEMAGNE

LES PARTIS POLITIQUES ALLEMANDS

Lors des élections de septembre 2005, les partis ayant déjà eu des responsabilités gouvernementales ont obtenu respectivement :

CDU/CSU (démocrates chrétiens) :	35,2 %	226 députés
FDP (libéraux) :	9,8 %	61 députés
SPD (socialiste) :	34,3 %	222 députés
Grünen (verts) :	8,1 %	51 députés

A la gauche de ces partis, un nouveau regroupement politique, le « Parti de gauche » ou Linkspartei, a réussi une percée électorale spectaculaire avec 8,7 % des voix et 54 élus au Parlement. Des représentants du Linkspartei participent à deux exécutifs régionaux (Länder).

On trouve dans le Linkspartei plusieurs composantes :

- **WASG (Wahlalternative - Arbeit und soziale Gerechtigkeit)** qui résulte de la fusion en juin 2004 de deux courants :

* d'une part « Wahlalternative » (alternative électorale) formé par des militants de la revue Sozialismus et du groupe de chercheurs « Memorandum » (gauche keynésienne) ;

* d'autre part, « Initiative für Arbeit und soziale Gerechtigkeit » (Initiative pour le travail et la justice sociale) formé par des responsables de l'IG Metall de la Bavière du Nord.

On retrouve dans WASG des militants appartenant par ailleurs à diverses petites organisations de la gauche anticapitaliste allemande (voir plus loin).

- **PDS (parti de la gauche démocratique)**

Ce parti est issu du SED, le parti communiste autrefois au pouvoir en Allemagne de l'Est.

Il comporte en son sein une aile souhaitant un retour à l'ancienne RDA (Kommunistische Plattform) et une aile très attachée à la participation aux exécutifs régionaux.

- **DKP : parti communiste de l'ancienne Allemagne de l'Ouest** qui compterait aujourd'hui entre 3 000 et 5 000 adhérents

- **Anciens du SPD**, dont l'ancien président du parti, Oskar Lafontaine

- **Groupes de tradition trotskyste (présents dans le WASG) :**

- Linksruck (Un coup à gauche), appartenant au même courant que le SWP britannique (IST)

- SAV (Alternative socialiste), du courant « militant » (CWI) lié au Socialist Party britannique

- ISL (Gauche socialiste internationaliste), du même courant que la LCR française.

- **DIDF (Fédération des organisations ouvrières démocratiques)**, une importante organisation de masse d'origine maoïste implantée dans l'immigration turque et comportant de nombreux militants syndicaux.

ALLEMAGNE

E
U
R
O
P
E

A noter que certaines organisations de la gauche anti-capitaliste ne participent pas au Linkspartei. Citons par exemple :

- RSB (Ligue socialiste révolutionnaire), appartenant au même courant que l'ISL et la LCR française.

- MLPD (Parti marxiste-léniniste d'Allemagne) : c'est de très loin la plus importante force d'extrême-gauche allemande avec environ 2 000 membres. Le MLPD a obtenu 0,1 % des voix aux élections de septembre 2005. C'est une des principales organisations mao-staliniennes d'Europe, liée notamment au Parti communiste des Philippines¹.

(1) Sur le Parti communiste des Philippines :

http://www.europe-solidaire.org/rubrique.php3?id_rubrique=157

ALLEMAGNE

LE MOUVEMENT SYNDICAL ET L'EUROPE

Article écrit à la demande de Solidaires par Willi Hajek TIE - Allemagne ¹

15 août 2005

La question de l'Union européenne ne joue pas un rôle central dans les débats quotidiens et dans les luttes en Allemagne. C'est plutôt l'indifférence qui domine. On entend toutefois souvent des critiques envers la bureaucratie en place à Bruxelles, et sur laquelle les peuples et les travailleurs n'ont aucun contrôle.

A ce jour, il n'y a pas eu de débat populaire autour de l'Union Européenne et du Traité constitutionnel. Au sein des syndicats, des débats commencent autour de la directive Bolkestein, et même le gouvernement de Schroeder avait pris position contre cette directive. Mais ce débat ne traverse pas la majorité des travailleurs.

Les attaques contre le droit du travail, et particulièrement le droit du licenciement, visent à développer la concurrence et augmenter la compétitivité de l'économie allemande dans l'économie mondiale. C'est surtout ce sujet qui est débattu dans les media, parmi les patrons et aussi les syndicalistes impliqués dans la cogestion.

Toutes les centrales syndicales ont pris position pour le Traité, mais ils n'ont pas tellement popularisé leur point de vue, car il y a un grand scepticisme parmi les travailleurs envers l'Union Européenne. En même temps, il y a peu d'informations sur le mouvement du « Non » en France et en Hollande, ou dans d'autres pays. Et surtout, dans les journaux syndicaux, le silence est fait sur les activités et les positions des syndicats français. Dans les rédactions des journaux syndicaux, il est presque impossible de publier un article sur les nouvelles formes de syndicalisme en France ou ailleurs.

Le succès du Non lors des référendum en France et au Pays-Bas a trouvé un écho très favorable parmi la population allemande. Oskar Lafontaine, un des responsables du nouveau parti de gauche (et ancien président du SPD), a exigé l'organisation d'un référendum en Allemagne.

Mais la gauche syndicale, ne s'est pas beaucoup engagée dans la campagne contre le Traité. C'est surtout Attac qui s'est exprimé contre le Traité : déclarations communes avec des personnalités, actions symboliques dans la rue, etc. Le nouveau parti de gauche notamment par la voix d'Oskar Lafontaine, ancien ministre des finances dans un gouvernement social-démocrate, a également pris ouvertement position contre le Traité et pour le « Non » dans les pays où un référendum était organisé.

Le poids de ces forces syndicales et associatives a augmenté dans les derniers mois. Mais il est assez difficile pour une partie de cette gauche syndicale de se libérer de la tutelle des structures établies et de gagner une réelle autonomie dans sa réflexion et son action.

La critique de l'homme de la rue, et de beaucoup de travailleurs et de sans-emploi, envers les appareils syndicaux est souvent beaucoup plus forte et radicale que celle de la gauche syndicale. Celle-ci est en effet en partie confortablement installée et nourrie par les appareils et cherche davantage à sauver le syndicalisme cogestionnaire qu'à préparer une rupture et créer un autre type de syndicalisme.

Les événements les plus populaires dans les derniers mois en Allemagne ont été des grèves sauvages chez Mercedes et chez Opel, des manifestations le lundi ² et d'autres actions où le mouvement est parti de la base et a créé des structures auto-organisées.

ALLEMAGNE

E
P
O
R
U
E

1) TIE (Transnationals Information Exchange) est un réseau international offrant un espace à des syndicalistes pour échanger des informations, des opinions et des stratégies en vue contre le néolibéralisme.

http://www.tie-netherlands.nl/wat_is_tie/french.html

2) Les manifestations du lundi ont rassemblé des dizaines de milliers de manifestants contre les réformes anti-sociales de la coalition SPD-Grünen.

http://alternativelibertaire.org/index.php?dir=journal/al133&page=133_15.htm&n=1